

**Département des Yvelines
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**PERMISSION DE VOIRIE - RESTRICTIONS TEMPORAIRES DE STATIONNEMENT -
LIVRAISON - SOCIETE TESC - N° 11 TER ET N° 7 AVENUE DU GENERAL
SARRAIL POUR UNE LIVRAISON AU N° 11 TER - LE LUNDI 22 DECEMBRE 2025**

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21 et L.2212-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 et suivants, R.325-1 et suivants, R.411-8 et R.417-1 et suivants,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2 et L.116-2,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu le Règlement de la Voirie Communale adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 1998,

Vu l'arrêté municipal n° ARR_2024_0204 du 29 février 2024 réglementant le stationnement à payant,

Vu l'arrêté municipal n° 9)A du 24 janvier 2001 réglementant la circulation des poids lourds sur la commune de Chatou,

Vu l'arrêté municipal n° ARR_2025_0028 réglementant la circulation des poids lourds place Maurice Berteaux,

Vu l'arrêté municipal n° ARR_2025_1030 portant délégation de fonction à Madame Virginie MINART-GIVERNE, 7ème Adjoint au Maire dans les domaines, Sécurité, Mobilité, Voirie,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2024 approuvant les tarifs municipaux 2025,

Considérant la demande présentée par le pétitionnaire, la société TESC, pour une livraison de matériels de radiologie au 11 ter avenue du Général Sarrail,

Considérant qu'il est nécessaire de réserver deux emplacements au droit du n° 11 ter et du n° 7 avenue du Général Sarrail,

Considérant qu'il est nécessaire de permettre l'organisation de cette livraison,

Considérant que pour la nécessité des usagers, il y a lieu de prendre toutes les mesures propres à éviter toute gêne à la circulation,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et faciliter les opérations de manutention de ladite livraison, il y a lieu de réglementer provisoirement le stationnement des véhicules au droit du n° 15 avenue du Général Sarrail,

ARRÊTE

Article 1 : Circulation

Le lundi 22 décembre 2025, en dérogation aux arrêtés n° 9)A du 24 janvier 2001 et n° ARR_2025_0028 susvisés, la circulation du poids lourd de 26 T de la société TESC est autorisé à circuler dans Chatou pour une livraison au 11 ter avenue du Général Sarrail.

Article 2 : Stationnement

Le lundi 22 décembre 2025, le stationnement est interdit aux usagers de l'espace public et, en dérogation à l'arrêté municipal n° ARR_2024_0204 susvisé, le stationnement est autorisé sans limite de temps et réservé aux deux véhicules de livraison de la société TESC, sur toutes les places au droit du n° 11 ter avenue du Général Sarrail et sur 4 places au droit du n° 7 avenue du Général Sarrail.

Par dérogation, les véhicules participant à la livraison sont autorisés à stationner.

En cas de stationnement gênant et en application des articles R.325-1 et R.417-10 du Code de la Route, il sera demandé l'enlèvement du (ou des) véhicule(s) pour mise en fourrière.

Article 2 : Circulation piétonne

Le pétitionnaire doit prendre toutes les mesures conservatoires pour la protection des piétons à tout moment de l'opération.

Selon les besoins, et pendant toute la durée de l'intervention, la circulation piétonne peut être arrêtée ponctuellement.

Article 3 : Le pétitionnaire s'est acquitté d'une redevance d'un montant de 108,00 €.

Article 4 : Dès l'achèvement de la livraison, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'enlever tous les décombres délaissés, cartons, films...

Article 5 : Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut engager la responsabilité du pétitionnaire.

Article 6 : Les autorités de police municipale et nationale sont habilitées à prendre toutes les dispositions nécessaires, complémentaires, ou modificatives du présent arrêté municipal pour garantir la sécurité du public.

Article 7 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'opération de déménagement.

Article 8 : Le présent arrêté est publié et affiché 48 heures avant aux abords du déménagement par le Centre Technique Municipal.

Article 9 : Le Directeur Général des Services, le Commissaire de Police, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de VERSAILLES, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 11 : Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Police Municipale
- Police Nationale
- Centre Technique Municipal
- Société TESC

NOTIFIÉ, le 15/12/25

PUBLIÉ, le 15/12/2025